



jeudi 10 août 2017

## **Les grands titres:**

- Au Nigéria et en RDC, la paix et la sécurité passent par une meilleure place faite aux femmes, selon l'ONU
- Le Nigéria apporte une assistance alimentaire au nord-est du pays par l'intermédiaire du PAM
- En Libye, plus d'un demi-million d'enfants ont besoin d'aide humanitaire, selon l'UNICEF
- Yémen : 29 réfugiés somaliens et éthiopiens morts et 22 disparus en mer d'Arabie, selon l'OIM
- Iraq : le HCR accroît son assistance aux familles vivant à Mossoul
- L'UNESCO condamne les meurtres de journalistes en Syrie et au Mexique
- Iraq : l'investissement dans les soins de santé est urgent pour sauver la vie des mères et des nouveau-nés, selon l'ONU

## **Au Nigéria et en RDC, la paix et la sécurité passent par une meilleure place faite aux femmes, selon l'ONU**



La Vice-Secrétaire générale de l'ONU Amina J Mohammed (à gauche) et la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, au camp de déplacés de Mugunga, près de Goma, en RDC. Photo Centre d'actualités de l'ONU/Lulu Gao

**10 août** - La Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Amina J Mohammed, a rendu compte jeudi au Conseil de sécurité de la mission qu'elle a effectuée au Nigéria et en République démocratique du Congo (RDC) du 19 au 27 juillet dernier. Cette mission était « la première en son genre » puisqu'elle était centrée exclusivement sur la problématique des femmes, de la paix, de la sécurité et du développement.

« Nous étions quatre Africaines, en déplacement dans deux pays, avec un objectif : promouvoir la paix en promouvant l'égalité, l'autonomisation et le bien-être des femmes », a déclaré Mme Mohammed qui était accompagnée dans sa mission par la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka (sud-africaine), de la Représentante spéciale de l'ONU pour la violence sexuelle dans les conflits, Pramila Patten (mauritienne), et de l'Envoyée spéciale de l'Union africaine (UA) sur les femmes, la paix et la sécurité, Bineta Diop (sénégalaise).

La mission menée par la Vice-Secrétaire générale a également permis d'approfondir le partenariat entre l'ONU et l'UA dans la perspective de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 «



L'Afrique que nous voulons ».

Dans son exposé au Conseil, Mme Mohammed a souligné que le Nigéria et la RDC ont de faibles niveaux de participation des femmes à la vie politique et se heurtent à des conflits caractérisés par des niveaux élevés de violences sexuelles. « En RDC, la violence sexuelle est généralisée. Dans le nord du Nigéria, les enlèvements, les mariages forcés et l'utilisation des femmes pour commettre des attentats suicides ont de lourdes conséquences et, dans les camps, l'exploitation sexuelle, y compris sous la forme de nourriture contre des faveurs sexuelles, est une nouvelle tendance alarmante », a-t-elle relevé.

### *Deux pays touchés par de graves crises humanitaires*

Mme Mohammed a également fait observer que le Nigéria et la RDC se heurtaient tous deux à de graves crises humanitaires. Au Nigéria, un conflit de huit ans dans le nord-est du pays a suscité un risque de famine et provoqué le déplacement de 1,9 million de personnes et elles sont 8,5 millions à dépendre désormais d'une assistance.

En RDC, sept millions de personnes ont besoin d'assistance et 3,8 millions sont déplacées : « Il s'agit de la population déplacée la plus nombreuse en Afrique et l'une des pires situations au monde », a précisé la Vice-Secrétaire générale.

À ces circonstances, s'ajoutent un facteur aggravant, celui de l'insuffisance des ressources disponibles pour la communauté humanitaire dans ses efforts pour répondre à ces crises, malgré les engagements pris lors de la Conférence d'Oslo. Au-delà des besoins immédiats, des solutions politiques intégrées au niveau régional seront nécessaires dans la mesure où ces deux crises sont enracinées dans les conflits, la pauvreté et les défis politiques, a préconisé Mme Mohammed.

Au Nigéria, la Vice-Secrétaire générale a relaté que sa délégation a été émue et impressionnée par la résilience des filles de Chibok qui avaient été détenues par Boko Haram, ainsi que par ses entrevues avec des femmes confrontées à l'exploitation et aux abus dans les camps.

Concernant la situation sécuritaire dans la région du Bassin du lac Tchad, elle a plaidé pour un soutien international renforcé pour aider les Gouvernements du Niger, du Cameroun, du Tchad et du Nigéria dans leurs efforts pour promouvoir la stabilité, notamment dans le cadre de la Force multinationale mixte.

### *RDC : des violences perpétrées par des acteurs étatiques et non étatiques*

En RDC, Mme Mohammed a souligné que la situation était à la fois complexe et fragile, marquée par des violences perpétrées à la fois par des acteurs étatiques et non étatiques, qui sont également responsables de trafic illicite de ressources naturelles et de tensions politiques.

L'instabilité politique risque de s'approfondir sous peine d'une mise en œuvre intégrale de l'accord conclu le 31 décembre 2016, a observé Mme Mohammed. Elle a rappelé aux parties que l'ONU était prête à les soutenir à cet égard.

Évoquant l'avenir des femmes de Goma, alors que le camp de personnes déplacées qui s'y trouve vient d'être fermé, la Vice-Secrétaire générale a dit avoir été informée que l'ONU n'avait pas les moyens de ou la capacité de passer d'une phase d'assistance humanitaire à une phase de soutien aux communautés de réinsertion.

« Nous pouvons bien philosopher sur les liens existant entre l'aspect humanitaire et le développement, sans les fonds nécessaires à ces deux piliers simultanément et un véritable investissement dans le relèvement précoce, nous ne pourrions pas garantir une paix durable ni prévenir des violences fondées sur le genre », a prévenu la Vice-Secrétaire générale de l'ONU.



## Le Nigéria apporte une assistance alimentaire au nord-est du pays par l'intermédiaire du PAM



Une mère avec ses enfants à Monguno, dans l'Etat de Borno, au nord-est du Nigéria (archives). Photo OCHA

**10 août** - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a reçu un don de 5.000 tonnes de riz de la part du gouvernement nigérian. Ce don aidera à nourrir près d'un demi-million de personnes déplacées dans le nord-est du Nigéria, qui est ravagé par le conflit, et où la menace de la famine persiste.

Le PAM a déjà commencé à acheminer le premier lot de riz donné et attend 2.000 tonnes supplémentaires de millet promises par les autorités nigérianes.

« En tant que gouvernement responsable, le gouvernement fédéral du Nigéria, en reconnaissance des efforts des acteurs humanitaires et de la nécessité d'assurer la sécurité alimentaire des personnes touchées par l'insurrection au nord-est, a non seulement approuvé la distribution de 35.905 tonnes de céréales aux populations vulnérables, mais valide également la remise de 5.000 tonnes de riz qui seront distribuées par le PAM dans certaines communautés touchées par l'insurrection », a déclaré le Directeur général de l'agence de secours d'urgence du Nigéria (NEMA), Mustapha Yunusa Maihaja.

Depuis le lancement des opérations l'année dernière, le PAM a rapidement augmenté ses distributions de nourriture, de nutrition et de transferts monétaires afin de venir en aide à plus d'un million de personnes par mois. Après avoir surmonté un défi de financement, l'agence s'est fixé l'objectif d'atteindre 1,36 million de personnes pendant la saison de pré-récolte, période pendant laquelle la faim se fait le plus sentir.

« Ce don témoigne une fois de plus de la qualité des relations entre le PAM et le Nigéria », s'est félicité le Directeur intérimaire du PAM au Nigéria, Ronald Sibanda. « Notre partenariat avec les organismes d'urgence spécialisés du gouvernement, tant au niveau fédéral qu'au niveau de l'État, nous a permis d'aider ceux qui en ont le plus besoin ».

Dans le cadre d'une contribution de 100 millions de dollars octroyés au bureau du PAM au Nigéria, les États-Unis couvriront les coûts permettant de fournir les portions de riz aux personnes déplacées dans les États les plus touchés d'Adamawa, Borno et Yobe.

La crise qui frappe actuellement le Nigéria a dépassé ses frontières, laissant des millions de personnes de région du bassin du lac Tchad, dans l'incertitude de savoir d'où proviendront leurs prochains repas. Des experts ont prévenu que sans l'acheminement d'une assistance humanitaire d'urgence en quantité suffisante, le nord-est du Nigéria risque de sombrer dans la famine.

## En Libye, plus d'un demi-million d'enfants ont besoin d'aide humanitaire, selon l'UNICEF



Une vue de la vieille ville de Benghazi, en Libye. Photo : MANUL/Iason Athanasiadis

**10 août** - Six ans après le début de la crise en Libye, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a souligné jeudi que plus de 550.000 enfants ont besoin d'aide en raison de l'instabilité politique, des conflits en cours, des déplacements et de l'effondrement économique qui touchent le pays.

« Des violences intenses dans certaines parties du pays ont obligé les familles à fuir leurs foyers. Plus de 80.000 enfants sont déplacés à l'intérieur du pays et les enfants migrants en Libye sont particulièrement vulnérables aux abus et à l'exploitation, y compris dans les centres de détention », a déploré le Directeur régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient

et l'Afrique du Nord, Geert Cappelaere, dans une déclaration à la presse publiée après son premier déplacement en Libye.

Depuis 2011, l'UNICEF a accru son aide en Libye pour répondre aux besoins des enfants sur le terrain. Plus de 1,3 million d'enfants ont ainsi été vaccinés contre la polio l'année dernière. Avec ses partenaires, dont des institutions nationales libyennes, l'agence a pu assurer une couverture vaccinale quasi universelle même lorsque la violence était à son apogée.

En Libye, l'UNICEF s'est associé avec 28 municipalités pour soutenir les droits fondamentaux des enfants dans le cadre d'une campagne de sensibilisation intitulée « Ensemble pour les enfants ».

« Dans un espace accueillant pour les enfants où ces derniers jouent, apprennent et reçoivent un soutien psychosocial, les garçons et les filles ont exprimé leurs rêves de vivre en paix et en prospérité », a constaté M. Cappelaere. « Nous devons aider tous les enfants en Libye - en particulier les plus vulnérables – pour qu'ils puissent réaliser tout leur potentiel ».

Lors de discussions avec les autorités de Tripoli et de Benghazi, l'UNICEF a réaffirmé son engagement à fournir tout le soutien possible pour atteindre les enfants dans le besoin partout où ils se trouvent dans le pays.

En octobre prochain, le fonds onusien prévoit d'avoir son personnel international opérer à plein temps en Libye. L'UNICEF renforcera son assistance pour atteindre 1,5 million de filles et garçons et appuiera le renforcement des institutions nationales et de la société civile.

« L'UNICEF réaffirme que le bien-être des filles et des garçons en Libye devrait être une priorité pour les autorités, la société civile et la communauté internationale », a dit M. Cappelaere. « Dans l'intérêt des enfants, l'UNICEF appelle à une solution politique immédiate à la crise et à la fin de la violence ».

## Yémen : 29 réfugiés somaliens et éthiopiens morts et 22 disparus en mer d'Arabie, selon l'OIM



Des réfugiés somaliens se reposent sur une plage au Yémen après avoir franchi le golfe d'Aden. Photo: UNHCR/R. Nuri

**10 août** - Malgré la guerre au Yémen, des milliers de migrants et de réfugiés continuent de quitter la Corne de l'Afrique pour se rendre dans ce pays, avant de rejoindre certains pays du Golfe. Mais ces Éthiopiens et des Somaliens fuyant la persécution ou les violences s'exposent à tous les dangers lors de périlleuses traversées dans le Golfe d'Aden.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a indiqué qu'une cinquantaine de jeunes Somaliens et Éthiopiens ont été « délibérément noyés » mardi matin lorsqu'un passeur a contraint 120 passagers de son embarcation à se jeter à la mer à l'approche des côtes du Yémen.

Selon l'OIM, le passeur aurait forcé les migrants à sauter de l'embarcation, croyant voir des autorités yéménites près des côtes en Mer d'Arabie. Près de 120 migrants dont de nombreux jeunes ont été contraints à affronter, sans s'y préparer, une mer agitée alors qu'ils se rapprochaient de la côte.

Peu après le drame, des équipes de l'OIM ont trouvé les corps de 29 migrants sur les rives du golfe d'Aden, au cours d'une patrouille de routine sur une plage de Chabwa, ajoute cette agence de l'ONU dans son communiqué. Elle précise que « les morts avaient été enterrés rapidement par les survivants ».

Des médecins de l'OIM ont fourni une aide et des soins d'urgence aux 27 survivants, femmes et hommes, restés sur la plage. Certains des survivants avaient déjà quitté la plage avant de recevoir de l'aide, tandis que 22 migrants sont toujours portés disparus, selon l'OIM.

Selon les témoignages recueillis par les équipes de l'OIM, le passeur serait « déjà retourné en Somalie pour continuer son business et ramener d'autres migrants au Yémen en (passant) par la même route ».

Le Chef de la mission de l'OIM au Yémen, Laurent de Boeck, a ainsi dénoncé un acte « scandaleux et inhumain », soulignant par ailleurs l'«immense souffrance des migrants sur cette route migratoire ». « Trop de jeunes paient des passeurs avec de faux espoirs d'un avenir meilleur », a-t-il ajouté.

Malgré la guerre au Yémen, près de 55.000 migrants et réfugiés ont quitté la Corne de l'Afrique pour se rendre dans ce pays depuis janvier 2017, selon l'OIM. Plus de 30.000 d'entre eux sont mineurs et originaires de Somalie et d'Éthiopie.

## Iraq : le HCR accroît son assistance aux familles vivant à Mossoul



Des familles fuyant le quartier de Yarmouk dans l'ouest de Mossoul, en Iraq. Photo: OCHA / Themba Linden

**10 août** - Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, a intensifié son aide en Iraq pour les familles vivant à Mossoul, en particulier les milliers d'entre elles qui sont récemment revenues dans la ville depuis la fin des combats.

Le HCR et son partenaire, Human Appeal, ont déjà distribué des kits d'hébergement à plus de 3.200 familles dans l'est et l'ouest de Mossoul. L'aide comprend des kits d'hébergement d'urgence et des kits d'étanchéité qui permettent aux familles de pouvoir effectuer des réparations de base afin de pouvoir vivre dans des bâtiments partiellement endommagés ou inachevés.

Le programme consiste à distribuer des kits à 36.000 familles au total, a précisé le HCR dans un communiqué de presse.

Selon les chiffres du gouvernement, plus de 90% des familles qui ont fui l'est de Mossoul en raison du conflit sont revenues dans la ville. La situation est plus complexe dans la partie ouest de Mossoul, qui a été gravement endommagée et compte un nombre élevé d'engins explosifs. Selon l'ONU, sur les 54 quartiers résidentiels du secteur ouest, 15 sont fortement endommagés, 23 sont modérément endommagés et 16 quartiers sont légèrement endommagés.

« Les résidents ont besoin d'une assistance de toutes sortes », a déclaré Hovig Etyemezian, chef du bureau du HCR à Mossoul, qui a participé à une évaluation de plusieurs quartiers de l'ouest de la ville la semaine dernière. « Cependant, la situation en termes de logements est catastrophique ».

Outre l'assistance en termes de logement, le HCR fournit de l'aide en espèces à des familles les plus vulnérables. Près de 700 familles ont été concernées jusqu'ici et l'objectif est de fournir de l'argent liquide à 3.000 familles d'ici septembre.

Ces familles recevront une aide unique de 400 dollars en espèces, en utilisant un système de transfert d'argent mobile.

Certaines des familles les plus vulnérables obtiendront une aide en espèces pour un maximum de trois mois, ce qui les aidera à payer le loyer et les produits de première nécessité tels que la nourriture et les services publics.

« L'ampleur des destructions est énorme, et les souffrances des civils touchés par le conflit se poursuivront pendant un certain temps », a déclaré Bruno Geddo, Représentant du HCR en Iraq. « Nous aiderons les familles vulnérables qui ont besoin d'un abri et d'argent afin qu'elles puissent se remettre sur pied le plus tôt possible ».

« Cependant, il est clair que le HCR devra également loger et aider des milliers de familles dans les camps pendant un certain temps. Les gens doivent être convaincus qu'il est sûr de rentrer chez eux et que les services d'hébergement et de base sont en place afin qu'ils puissent commencer à reconstruire leur vie », a déclaré M. Geddo.

## L'UNESCO condamne les meurtres de journalistes en Syrie et au Mexique



La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova. Photo UNESCO/Ignacio Marin

**10 août** - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a condamné jeudi le meurtre d'un professionnel des médias syrien et celui d'un journaliste mexicain.

La mort en prison du professionnel des médias et militant d'un Internet ouvert, Bassel Khartabil Safadi, a été confirmée la semaine dernière, a précisé l'UNESCO.

M. Khartabil avait été arrêté en 2012 dans le cadre de son travail en tant que développeur de logiciels 'open source' et promoteur de l'accès à l'information sur un Internet ouvert et gratuit. En 2015, il avait été déplacé vers un lieu inconnu où il aurait été exécuté.

« Je condamne le meurtre du professionnel des médias Bassel Khartabil », a déclaré Mme Bokova dans un communiqué de presse. « Bassel Khartabil a mené des travaux importants pour soutenir la liberté d'expression et pour aider les populations syriennes à bénéficier, et à contribuer, à l'Internet. Sa mort est une perte pour ceux qui s'engagent à partager les connaissances via des canaux ouverts. Je demande aux autorités syriennes de divulguer des informations concernant les circonstances de son décès ».

Le 21 avril 2015, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a appelé à la libération de Bassel Khartabil, décrivant sa détention comme une violation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

La Directrice générale de l'UNESCO a également dénoncé jeudi le meurtre du journaliste Luciano Rivera Salgado à Playas de Rosarito, dans l'État mexicain de Baja California le 31 juillet.

« Je condamne le meurtre de Luciano Rivera Salgado », a déclaré Mme Bokova dans un communiqué de presse séparé. « J'invite les autorités mexicaines à enquêter sur son meurtre et à éclairer les circonstances et les motifs de ce crime ».

Le journaliste, présentateur de télévision pour la chaîne locale CNR et directeur du portail d'information en ligne El Dictamen, a été abattu dans un bar de Playas de Rosarito.

La Directrice générale de l'UNESCO publie des communiqués sur le meurtre des professionnels des médias conformément à la résolution 29 adoptée par les États membres de l'UNESCO au cours de la Conférence générale de 1997 intitulée « Condamnation de la violence contre les journalistes ».

[Une liste complète des journalistes assassinés](#) ayant fait l'objet d'une condamnation par l'UNESCO est disponible en ligne.

## Iraq : l'investissement dans les soins de santé est urgent pour sauver la vie des mères et des nouveau-nés, selon l'ONU



Des agents de santé soutenus par l'UNICEF et la Direction de la Santé rendent visite à un nouveau-né et à sa mère dans leur refuge situé dans le camp pour déplacés de Debaga dans le gouvernorat d'Erbil, région du Kurdistan d'Iraq (septembre 2016). Photo: UNICEF / UN032140 / Mackenzie

**10 août** - Des décennies de conflit et de sous-investissement ont pesé énormément sur le système de santé iraquien, et les femmes enceintes et leurs bébés le paient avec leur vie, a souligné la Mission des Nations Unies en Iraq (MANUI).

Bien que des progrès aient été réalisés pour abaisser les taux de mortalité maternelle, la baisse des taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans n'a progressé que lentement. Les nouveau-nés sont particulièrement vulnérables en raison de soins inadéquats à la naissance, en particulier dans les régions éloignées.

L'allaitement maternel, la réanimation néonatale, les soins pour les bébés prématurés et la prévention et le traitement des infections aideront à prévenir ces décès chez les nourrissons.

Avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Ministère iraquien de la santé a lancé un Plan d'action pour tous les nouveau-nés (ENAP), qui a été élaboré conjointement avec l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). L'ENAP a pour objectif d'améliorer la qualité des soins maternels et néonataux.

« Fournir des soins de haute qualité avant et après la naissance, non seulement sauve des vies, mais représente aussi un investissement pour s'assurer que les enfants iraqiens démarrent leur vie le mieux possible », a déclaré Peter Hawkins, Représentant de l'UNICEF en Iraq.

« L'OMS et d'autres partenaires travailleront à soutenir le gouvernement iraquien par le biais du Ministère de la santé afin d'assurer une couverture sanitaire universelle équitable, y compris la fourniture de services complets pour chaque femme et nouveau-né en Iraq afin de contribuer à la réduction substantielle des maladies maternelles et néonatales », a déclaré Musani Altaf, Représentant de l'OMS en Iraq.

Le Représentant de l'UNFPA en Iraq, Ramanathan Balakrishnan, s'est quant à lui déclaré fier d'avoir participé à la formulation du Plan d'action pour les nouveau-nés, rappelant que « la mortalité néonatale contribue de manière significative à la mortalité infantile en Iraq ».